

des encouragements pétroliers il y a 12 ou 18 mois. Ces derniers n'aideront pas beaucoup l'industrie à retrouver sa position perdue. Le problème vient en partie de ce que la grande majorité des Canadiens ne comprennent pas le mode de fonctionnement de l'industrie du pétrole et du gaz naturel. C'est un problème qui concerne non seulement les députés et ceux qui œuvrent depuis au-delà de 40 ans au sein de cette industrie, mais aussi les entreprises elles-mêmes et leurs employés. Au cours des années, les sociétés se sont assez occupées d'expliquer au grand public leur mode d'exploitation. Il faut avouer cependant qu'avec le programme énergétique national et un gouvernement qui a utilisé ce secteur comme bouc émissaire pour tous les méfaits qu'on impute au capitalisme, il est très difficile de faire comprendre aux gens comment ces entreprises fonctionnent, les solutions de rechange à la canadianisation du secteur et le type de subventions et de mesures fiscales qui auraient permis de prélever une partie des profits excessifs réalisés par les entreprises de ce secteur au moment où les prix sur le marché mondial étaient à la hausse sans pour autant tuer la poule aux œufs d'or.

Les entreprises de forage, par exemple, devaient non seulement s'accommoder du programme énergétique national, mais également des taux d'intérêt élevés. Elles multipliaient les forages mais découvraient davantage de nappes de gaz que de gisements de pétrole. Elles ont alors eu sur les bras un surplus de gaz naturel, ce qui a entraîné une baisse de leurs liquidités, car elles ne pouvaient commercialiser le gaz. Elles ont également dû évoluer dans le climat d'incertitude découlant de l'absence d'entente entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux en matière fiscale. Il ne faut pas oublier non plus qu'il a fallu plus d'un an pour que le programme énergétique national se concrétise dans une législation. Nous sommes maintenant dans la situation où les investisseurs du pays et de l'étranger hésitent à engager des fonds dans le secteur du forage, et il nous est extrêmement difficile d'obtenir les fonds nécessaires aux travaux de forage.

Non seulement la population ignore-t-elle complètement, comme je l'ai déjà dit, le fonctionnement des entreprises de ce secteur mais encore y a-t-il à Ottawa, un groupe de fonctionnaires, des sous-ministres et un ministre qui, je le crois sincèrement, ignoraient à l'époque presque tout du mode de fonctionnement des entreprises de ce secteur et des raisons de leurs succès dans le domaine de la prospection. En fait, une bonne partie du secteur se faisait racheter de façon normale par de petites sociétés canadiennes.

• (1530)

C'est ainsi que nous aurions dû procéder dans le cadre d'un programme énergétique national. Mais le ministre a subi la pression de ses fonctionnaires, lesquels l'ont incité à présenter ce programme énergétique national qui a tant nui à notre pays. Songez à ce qu'est devenu l'objectif de l'autarcie énergétique, songez au nombre d'emplois supprimés, aux torts causés aux petites entreprises et à la multitude des petites sociétés canadiennes qui font faillite. Lorsque ce programme a été mis en œuvre, il a eu des retombées sur beaucoup plus de Canadiens que le ministre ou ses fonctionnaires qui le soutenaient ne l'avaient prévu. Ceux-ci ne soupçonnaient pas du tout les répercussions que ce programme aurait sur notre pays. Peut-être étaient-ils prêts à prendre des risques, car ils estimaient que l'Alberta et les provinces de l'Ouest s'en tiraient trop bien

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

sur le plan des recettes pétrolières. Peut-être escomptaient-ils que, si des travaux de forage avaient lieu au large de la côte est et dans la mer de Beaufort, des capitaux viendraient s'investir dans cette région et que cela en vaudrait la peine.

Toutefois, cela ne s'est pas produit. Ceux qui travaillent dans le secteur et les provinces qui sont tellement touchées par les répercussions de l'industrie pétrolière et gazière ne peuvent pas faire confiance au gouvernement pour brosser un tableau objectif de la situation. Bien des sociétés, des provinces et des députés l'admettent. L'Independent Petroleum Association of Canada, la Canadian Petroleum Association et d'autres sociétés indépendantes font désormais paraître des annonces à la télévision et dans les journaux pour montrer ce qui se passe dans cette industrie. Celles-ci montrent le genre d'emplois que créent les sociétés pétrolières et les débouchés qu'elles offrent aux jeunes Canadiens. Il est possible de racheter en partie ces sociétés qui sont largement dominées par des capitaux étrangers pour accroître la canadianisation de l'industrie. Ces annonces et ces campagnes de sensibilisation se poursuivent tandis qu'au même moment nos concitoyens entendent parler du désastre qui a eu lieu dans ce secteur.

Ceux d'entre nous qui représentent des régions productrices reçoivent des centaines d'appels de la part de travailleurs qui ont été mis à pied. De même, nous recevons des appels d'entreprises qui il y a un an à peine entrevoyaient un brillant avenir et sont réduites aujourd'hui à la faillite. Nous nous rendons compte qu'il nous reste beaucoup à faire pour renseigner nos collègues sur les réalités de cette industrie. Nous devons leur exposer d'autres solutions possibles pour atteindre nos objectifs en matière de participation canadienne. Mais en même temps, nous devons éviter ces difficultés que traversent aujourd'hui les entreprises pétrolières et gazières.

Car il existe des solutions de rechange à celles que propose le bill en matière de participation canadienne. Certaines de ces solutions figuraient dans le budget de 1979 qui a été rejeté. Entre autres on offrait aux citoyens canadiens d'investir dans les entreprises de pétrole et de gaz. On offrait en retour des exonérations sur les gains de capital. On envisageait également d'orienter les programmes de stimulation vers les petites entreprises canadiennes et on se proposait de taxer les profits excessifs des grandes entreprises. Ce sont les autres moyens que nous avions envisagés. Or le gouvernement actuel se sert de l'industrie pétrolière comme d'un souffre douleur. Il s'en sert pour promouvoir le nationalisme canadien en faisant intervenir le gouvernement et les sociétés de la Couronne.

En réponse à une question qu'on lui posait hier, le ministre a affirmé, pour défendre le Programme énergétique national, que l'an dernier la participation canadienne avait augmenté de 6 p. 100. C'est probablement vrai. Si on tient compte des acquisitions faites par Petro-Canada et Dome Petroleum, nous avons acquis quelques grandes sociétés. Mais à quel prix? Les contribuables canadiens ont donné 1.5 milliard à Petro-Canada. Cette société a emprunté au secteur privé les milliards nécessaires à l'achat de quelques sociétés étrangères. Mais les nouvelles découvertes ont été rares. Nous avons simplement réussi à acheter du pétrole déjà découvert.

De même, le Programme énergétique national a entraîné des pertes d'emplois et j'y reviendrai dans quelques minutes. Également, nous avons assisté au départ d'entreprises de services